



Retour du SER à la consultation publique n 2019-022 relative à l'application des codes réseaux européens aux installations faisant l'objet de modifications

Le SER tient à remercier la CRE pour l'organisation de cette consultation qui permettra de clarifier un certain nombre de points laissés ouverts par l'instance de concertation RfG et par l'arrêté RfG à venir.

Le SER rappelle que les échanges en instance de concertation RfG ont été riches et fournis pendant plus de trois ans et ont permis, dans la plupart des cas, de converger vers des positions consensuelles. C'est pourquoi le SER estime que la délibération de la CRE doit s'appuyer autant que possible sur les bilans de cette instance afin de bâtir une légitimité et un consensus fort autour des nouvelles règles de raccordement aux réseaux publics.

Certains points n'étant pas abordés par les questions directement posées, quelques éléments supplémentaires sont disponibles à la fin de ce document, notamment sur l'entrée en application du code RfG ainsi que sur le processus de dérogation.

Question 1 : Êtes-vous favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production, en cas de changement de catégorie ?

Le SER est favorable au principe général proposé par la CRE conformément au bilan de l'instance de concertation qui précisait :

- « accord pour appliquer l'ensemble des exigences du code RfG à une unité dont l'augmentation de puissance l'amène à changer de catégorie. Ce critère est applicable uniquement pour les demandes de raccordement soumises après la date d'entrée en application du code.

Les seuils applicables pour la mise en œuvre de cette disposition sont :

- les seuils en vigueur au moment de la demande de raccordement initiale pour une unité considérée comme nouvelle au sens RfG, et
- les seuils définis lors de l'entrée en application du code pour une unité déjà existante.
- En cas de modification des seuils postérieure à la demande de raccordement, ce critère ne sera pas applicable. »

Le SER propose donc de retenir également ces dispositions issues d'une large concertation entre les acteurs et qui permettent d'atteindre un niveau de sécurité satisfaisant dans des conditions équilibrées entre niveau de performance et coût global pour la collectivité.

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à un parc non synchrone de générateurs, en cas d'augmentation de la puissance Pmax du parc non synchrone de générateur de plus de 10% ?

La rédaction envisagée par la CRE est conforme au bilan de l'instance de concertation sur les modifications substantielles auquel le SER a contribué. Nous comprenons que les exigences d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous-tension et à la surtension ne s'appliquent pas aux machines existantes, seul le maintien des performances est demandé, quel que soit l'augmentation de puissance.

Question 3 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité de plus de 20% ?

Le SER est favorable à cette précision, sous réserve de la prise en compte des spécificités pour l'hydroélectrique (augmentation de la P_{max} de 30% si l'unité fait partie d'une installation composée d'au moins trois unités).

Le SER précise que la liste relative aux exigences RfG des unités C et D présente des redondances, des incohérences ou nécessitent des précisions :

- aux systèmes de contrôle-commande et de protection (listé 2 fois) ;
- à la reconnexion après perturbation réseau, et à la synchronisation au réseau, semblent visés la même exigence ;
- Aux modèles de simulation (de l'unité ?) ;
- A l'instrumentation (de l'unité ? une liste des serait appréciable et éviterait tout malentendu sur le périmètre visé) ;
- à la mise à la terre transformateur (le transformateur d'une installation est parfois utilisé par plusieurs unités, c'est la raison pour laquelle nous avons prévu dans l'instance de reprendre les éléments de la DTR existante qui prévoit que : « Dans tous les cas, le producteur met à disposition du Gestionnaire de réseau de Transport ou de Distribution les éventuelles améliorations de performances sous réserve que les équipements connexes non modifiés ne limitent pas le bénéfice sur les performances de la partie modifiée ; »)

Question 4 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production, en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité ?

Le SER est favorable globalement à la proposition de la CRE pour les modifications de remplacement entre 10 et 50% de la puissance de l'unité. Cependant, nous rappelons que le bilan de l'instance de concertation, précisait une spécificité sur les parties neuves et modifiées :

- Les prescriptions RfG s'appliquent aux performances impactées par la modification, uniquement sur les parties neuves ou modifiées de l'unité ;
- les performances qui ne sont pas impactées par la modification doivent être maintenues.

Dans les autres cas de modification d'une unité de production, les performances techniques contractualisées doivent être a minima maintenues après la modification.

Le SER est favorable à ce que les performances soient spécifiées dans la DTR avec un encadrement via la délibération qui fixera, notamment, le principe que les exigences ne s'appliqueront qu'aux parties neuves ou modifiées.

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R. 314-14 du code de l'énergie ?

La rédaction envisagée par la CRE est conforme au bilan de l'instance de concertation sur les modifications substantielles auquel le SER a contribué.

Nous comprenons que les investissements de rénovation seraient soumis aux mêmes dispositions que les autres unités, et dans les mêmes conditions. Cette vision devra être validée avec la publication de l'arrêté RfG.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification substantielle d'une unité de production ? Avez-vous d'autres propositions ?

Le SER est favorable à la conservation de la convention de raccordement existante avec l'édition d'un avenant si nécessaire.

En effet, la résiliation d'un contrat pour en établir un nouveau rompt la continuité contractuelle sur laquelle est basé le modèle d'affaire du producteur. De plus, cela présente des risques difficilement mesurables puisque cela peut avoir des conséquences automatiques sur d'autres contrats (génère une instabilité).

Question 7 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement HVDC proposées à un système en courant continu à haute tension faisant l'objet d'une modification telle que défini à l'article 91 du projet d'arrêté ?

Sans avis

Question 8 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un système en courant continu à haute tension ?

Sans avis

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC proposées à une installation de consommation faisant l'objet d'une modification importante ?

Sans avis

Question 10 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la révision de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'une installation de consommation?

Sans avis

Question 11 : Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC à un réseau de distribution faisant l'objet d'une modification telle que définie à l'article 152 du projet d'arrêté ?

Sans avis

Question 12 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un réseau de distribution ?

Sans avis

Autres remarques :

Dérogations et analyse coût-bénéfice

Concernant les demandes de dérogation (individuelle ou dite « de classe »), les producteurs attendent de la CRE qu'elle clarifie la méthodologie de saisine pour obtenir une dérogation.

Sur la question de la méthodologie de l'analyse coût bénéfice (ACB) à effectuer, l'instance concertation avait permis de converger vers un document RTE-SER-Engie-EDF-RTE. Ce document vise à accompagner la réalisation d'analyses coût-bénéfice dans le cadre des procédures de dérogation prévues dans les codes ou de l'application rétroactive des codes à des installations existantes.

Il est composé de trois chapitres :

- Les deux premiers (« Eléments de contexte » et « Objectifs et Enjeux ») détaillent les raisons du travail réalisé et son articulation avec d'autres actions en la matière ;
- Le troisième (« Méthodologie de l'ACB : étapes principales et règles à respecter ») présente des recommandations méthodologiques encadrant l'exercice d'une ACB en vue d'un document de recommandations à valider par la CRE.

Afin de garantir un processus transparent, équitable et non discriminatoire qui reste sous contrôle des autorités de régulation compétentes, pour à la fois :

- faciliter la réalisation des ACB dans le cadre de la procédure fixée par RfG, DCC et HVDC,
- contribuer à faciliter l'acceptabilité in fine des résultats, et compte tenu de l'ensemble des éléments évoqués ci-avant,

Il devait être clarifié par la CRE si cette proposition de méthodologie était incluse dans la DTR de RTE ou dans une délibération. Les producteurs seraient favorables à ce que la délibération de la CRE précise ce point, éventuellement en donnant à RTE un délai pour publier le document dans sa DTR si cette option venait à être retenue.

Entrée en application du code RfG

La date d'entrée en application du code de RfG est incertaine du fait du retard dans la publication des nouvelles exigences : le SER est favorable à ce que, pour les installations entrées en file d'attente après la date d'entrée en application du code RfG, le choix entre l'application des exigences des arrêtés de 2008 et les nouvelles obligations de l'arrêté RfG à venir soit laissé à l'appréciation du demandeur du raccordement (pour les installations entrées en file d'attente après la date de publication du nouvel arrêté, ce choix ne sera plus permis).

Le SER remercie la CRE d'avoir demandé dans la délibération du 19 septembre 2019 sur le projet d'arrêté raccordement « de préciser les modalités d'application dans le temps des dispositions relatives au code de raccordement RfG ».

Dans la pratique (en attendant la publication de l'arrêté) les gestionnaires de réseaux appliquent toujours le cadre de 2008 pour les demandes de raccordements et ont communiqué auprès des producteurs pour confirmer ces « aménagements temporaires ».

Le SER souhaite rappeler que sur la question de l'entrée en vigueur du Code RfG, en particulier pour son application aux unités existantes, il avait été convenu que cela viserait les unités ayant après la date d'entrée en application du code :

- Signé une PEFA ou une PTF, pour les unités raccordées au réseau de transport,
- Reçue l'approbation de la demande complète de raccordement (T0) pour les unités raccordées au réseau de distribution.

Si le bilan de l'instance de concertation a montré un consensus sur la manière d'entendre ce qu'est une unité existante, le décret n°2018-744 du 23 août 2018 (dit de « répartition des compétences ») n'a pas intégré une telle définition, ce que nous regrettons.

A défaut d'une telle précision, des installations telles que les projets éoliens en mer issus des AO1&2, les fermes pilotes flottantes et autres projets terrestres pourraient être concernées alors que leur développement n'ont pas intégrés ces obligations, par exemple :

- Les propositions techniques et financières (PTF) proposées par les gestionnaires de réseaux et signées par les producteurs, jusqu'à ce jour, prennent en compte les conditions des arrêtés techniques de 2008 et non le code RfG ;
- Le Code RfG introduit dès le seuil A (**article 14**) de nouvelles obligations en termes de capacité de réponse à une diminution de la fréquence.
- Le code RfG (**article 15**) introduit une obligation de mise en œuvre de la réserve primaire dès le seuil C pour tous les producteurs (alors que l'arrêté de 2008 exonérait les producteurs EnR)
- Le code RfG (**article 20**) introduit une nouvelle obligation concernant l'injection de réactif sur défaut pour toutes les EnR à partir du seuil B.

Dans ce contexte, à l'instar de la délibération de la CRE du 19/09/2019, il est important que l'arrêté Rfg précise l'entrée en application en se basant sur la latitude donnée par le Code RfG (article 4, paragraphe 2, b) et mentionne ainsi les éléments ayant fait consensus lors de l'instance de concertation, à savoir :

« Sont considérés comme existantes pour l'application du règlement (UE) 2016/631 de la Commission, les unités de production :

*1° déjà raccordées au réseau du gestionnaire de réseau compétent à la date d'entrée en vigueur du code, **ou***

*2° pour lesquelles une demande de raccordement complète a été déposée auprès du gestionnaire de réseau public de distribution d'électricité au plus tard à la date d'entrée en application du code, **ou***

3° pour lesquelles une offre de raccordement engageante envoyée par le gestionnaire de réseau public de transport a été acceptée par le demandeur du raccordement, au plus tard à la date d'entrée en application du code. »

Par ailleurs l'arrêté RfG doit préciser sa **mise en application au lendemain de sa publication**.